

Auteur : Miguel Valero
Président, CANARAIL

CESSONS DE TOUT ATTENDRE DE L'ÉTAT

Au cours des derniers mois, on a beaucoup entendu parler de la quasi-faillite de la Grèce et de l'état précaire des finances publiques ailleurs en Europe et aux États-Unis. Cela ne devrait pas nous faire oublier que le Québec est l'une des sociétés développées les plus endettées. Compte tenu du fait que nous sommes déjà moins prospères que nos voisins, que nos programmes sociaux sont plus généreux et donc plus coûteux, et que le vieillissement est plus rapide chez nous, il est difficile d'envisager l'avenir économique du Québec avec beaucoup d'optimisme. Difficile aussi d'investir dans la production de demain quand nous consacrons une portion de plus en plus grande de notre richesse à rembourser nos dépenses extravagantes d'hier. Comment en sommes-nous arrivés là ? En bref, nous attendons trop de l'État.

La prise en charge d'un service par l'État a des effets pervers évidents, qui découlent des incitations à se déresponsabiliser, autant de la part de ceux qui le consomment que de ceux qui le rendent. Ainsi, lorsque tout le monde paie un service devenu collectif par l'intermédiaire de ses impôts, il devient impossible de savoir quel en est le coût réel. On finit par croire qu'il est «gratuit», ce qui mène à une surconsommation. Du côté du gouvernement et des employés du secteur public, les incitations à améliorer le service et à le produire plus efficacement disparaissent, puisque les «clients» sont devenus captifs et que la sanction venant des profits et des pertes ne joue plus. On règle les problèmes en augmentant les budgets, soit par des impôts plus élevés ou, lorsque cela est devenu politiquement trop difficile, en s'endettant davantage. C'est cette logique qui explique les nombreuses crises que l'on constate dans nos services publics. Les coûts augmentent sans cesse plus vite que prévu, qu'il s'agisse du système de santé, de l'éducation, des garderies étatisées, de l'assurance parentale, de l'assurance médicaments, de la construction d'infrastructures comme les routes ou les hôpitaux, etc.

Tout simplement plus les moyens

Ces effets pervers peuvent mettre des décennies avant d'atteindre un niveau critique. Pendant les années 1960 et 1970, on pensait que l'État pouvait tout payer et ne jamais faire faillite. Malheureusement, nous - non seulement au Québec, mais partout en Occident - sommes rendus au point où nous n'avons tout simplement plus les moyens de nous payer l'État-providence mis en place au cours des dernières décennies. Que faire pour remettre de l'ordre dans nos finances publiques et retrouver le chemin d'une croissance durable ? Il faut inciter chacun à consommer de façon responsable et à produire de manière plus efficace. Dans certains cas, cela voudra dire privatiser des services. Dans d'autres, il faudra au moins décentraliser, imposer des tarifs, des critères de performance et prendre d'autres mesures pour rendre chacun plus responsable.

De nombreux groupes d'intérêts profitent de la situation actuelle et sont constamment sur un pied de guerre pour s'opposer à toute réforme. Mais nous n'aurons pas d'autres choix si nous voulons éviter de frapper un mur, comme en Grèce.